

LISTE DES PIECES A FOURNIR POUR UNE INSCRIPTION

1. Inscription à partir du site (www.orias.fr).
2. Après avoir renseigné les champs obligatoires, joindre vos pièces justificatives au format pdf, jpg, png.
3. Extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Société (kbis), ou pièce d'identité

Pour les conseillers en investissements financiers, personne physique ou morale inscrits au registre du commerce et des sociétés

↓
Extrait kbis, datant de moins de 3 mois.

Pour les conseillers en investissements financiers, personne physique ou morale non-inscrits au registre du commerce et des sociétés

↓
Copie de pièce d'identité

4. Renseigner l'identité de l'association professionnelle

- ⇒ Production d'une attestation d'adhésion à une association professionnelle agréée par l'AMF (ou télétransmission des données par votre association)

Liste des associations professionnelles de conseillers en investissements financiers :

- ACIFTE - Analystes et Conseillers En Investissements Finance et Transmission d'Entreprise www.acifte.org
- ANACOFI-CIF - Association Nationale Des Conseils Financiers-CIF www.anacofi.asso.fr/
- CNCGP - Chambre Nationale des Conseillers en Gestion de Patrimoine (ex CIP) www.cncgp.fr
- CCIFTE - Compagnie Des Conseillers En Investissement, Finance Et Transmission D'entreprise www.ccifte.asso.fr/
- CNCIF - Chambre Nationale Des Conseillers En Investissements Financiers www.cncif.org/
- LA COMPAGNIE DES CGPI - La Compagnie Des Conseils En Gestion De Patrimoine Indépendants www.lacompagniedescgpi.fr/

5. Justificatif de capacité professionnelle — 3 voies : Formation, Expérience professionnelle ou Diplôme

Voies	Précisions de l'Instruction de l'AMF n°2013-07
<p>Formation (1)¹ acquise auprès</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un prestataire de services d'investissement, - d'une association de conseillers en investissements financiers - ou d'un organisme de formation déclaré auprès des Services Régionaux de contrôle de la formation professionnelle (SRC, https://www.listeof.travail.gouv.fr/index.php). 	<p>Formation d'une durée minimale de 150 heures (1) devant permettre d'aborder les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Connaissances générales sur le conseil en investissements financiers, ⇒ Connaissances générales sur les modes de commercialisation des instruments financiers, ⇒ Règle de bonne conduite des conseillers en investissements financiers, ⇒ Règle d'organisation des conseillers en investissements financiers
<p>Expérience professionnelle (1)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après d'un prestataire de services d'investissements - D'une entreprise d'assurance - D'un conseiller en investissements financiers, - D'un agent lié - D'un intermédiaire en assurance 	<p>D'une durée de deux ans au cours des 5 dernières années précédant son entrée en fonction</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Production d'attestation de fonction / certificats de travail
<p>Diplômes national sanctionnant trois années d'études supérieures juridiques, économiques ou de gestion</p>	<p>Inscrits au RNCP dans l'un des classifications NSF suivantes 122, 128, 313 ou 314 ⇒ vérifier si votre diplôme est reconnu sur : www.cncp.gouv.fr.</p>

¹ La Formation ou l'expérience sont adaptées ou acquises sur des fonctions liées à la réalisation d'opérations suivantes :

- Le conseil en investissement,
- Le conseil portant sur la fourniture de services d'investissement,
- Et le conseil portant sur la réalisation d'opérations sur biens divers

6. Attestation de Responsabilité Civile professionnelle couvrant l'activité de conseiller en investissements financiers, courant jusque fin février de l'année suivante ou télétransmission de données informatiques par votre assureur de responsabilité civile professionnelle :

- Pour les personnes physiques et les personnes morales de moins de deux salariés : 150.000 euros par sinistre et 150.000 euros par année d'assurance ;
- Pour les personnes morales d'au moins deux salariés : 300.000 euros par sinistre et 600.000 euros par année d'assurance.

7. Frais d'inscription 30 € ⇒ paiement en ligne, à partir du site ORIAS.

RAPPEL

⇒ L'ORIAS dispose d'un délai réglementaire de deux mois pour se prononcer, sur la base d'un dossier complet.

Tout dossier incomplet sera retourné.

⇒ Toute inscription dans une autre catégorie, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

⇒ En application des articles R.514-1 du code des assurances, R.546-5 et L.541-7 du code monétaire et financier, le contrôle du respect de l'honorabilité est effectué par une demande de communication du bulletin n°2 du casier judiciaire. Les personnes inscrites à l'ORIAS ne doivent pas avoir été condamnées à une série de crimes ou délits fixés aux articles L.322-2 du code des assurances et L500-1 du code monétaire et financier.

⇒ Des informations et des modèles de documents sont disponibles sur www.orias.fr

⇒ Pour tous renseignements complémentaires ⇒ contact@orias.fr